



Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale le
projet de révision du zonage d'assainissement de la commune
de Moiry (08)**

n°MRAe 2022DKGE161

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil Général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020, ainsi que des 11 mars et 23 novembre 2021 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1^{er} octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 26 juillet 2022 et déposée par la commune de Moiry (08), relative à la révision du zonage d'assainissement de ladite commune ;

Considérant :

- le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Moiry (08) ;
- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune de Moiry ;
- l'absence de document d'urbanisme spécifique à la commune ;
- l'existence sur le territoire communal :
 - d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 nommée « Vallée de la Marche et du Paquy à Auflance, Moiry et Sapogne-sur-marche », à l'est. Cette ZNIEFF est également une zone humide remarquable ;
 - de trois cours d'eau : la Marche qui fait l'objet d'un arrêté de protection de biotope (APB) sur certaines portions, le ruisseau des Prés de Pure et le ruisseau de Turlan qui sont des affluents de la Marche ;
- les masses¹ d'eau superficielles et souterraines présentes sur le territoire communal à savoir :
 - le ruisseau de la Marche ;
 - la masse d'eau des Alluvions de la Meuse, de la Chiers et de la Bar ;

¹ Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire, des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau.

- la masse d'eau des Calcaires du Dogger des cotes de Meuse ardennaises ;
 - la masse d'eau des argiles du Lias des Ardennes ;
 - la masse d'eau des Grès du Trias inférieur d'Hettange Luxembourg ;
- une partie du village de Moiry est concernée par le périmètre de protection éloignée d'un captage des eaux potables, faisant l'objet d'un arrêté préfectoral ;

Observant que :

- le zonage d'assainissement de la commune a été approuvé le 27 juillet 2007, et la commune avait alors opté pour un zonage mixte (collectif et non collectif) ;
- en 2015 le zonage a été modifié, et la commune a opté pour un assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune ;
- en 2021 la commune a réalisé des travaux d'assainissement visant à mettre en assainissement collectif les secteurs suivants : rue de la Fontaine ; les deux premières habitations de la rue de l'Ecole et 2 habitations Chemin de la Vigne. L'ensemble des eaux usées collectées est transférée par l'intermédiaire d'un poste de refoulement vers le réseau de la commune de Margut (Rue du Pont), puis vers la STEP de Margut. C'est pour prendre en compte cette nouvelle situation, que la commune a décidé de réviser son zonage d'assainissement ;
- le projet de révision du zonage porte sur l'assainissement des eaux usées. En ce qui concerne le zonage des eaux pluviales, il s'agit selon le dossier, de conserver les systèmes de gestion des eaux pluviales existants sur le territoire ;
- la commune dispose d'un réseau pluvial, et ce réseau sert souvent d'exutoire pour les eaux usées, ce qui n'est pas acceptable au plan environnemental. La collecte pluviale par buses enterrées couvre la quasi-totalité du bourg ;
- la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC), est exercée par le Syndicat d'eau et d'assainissement du sud est des Ardennes, qui assure ainsi pour le compte de la commune le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;
- d'après les derniers diagnostics du SPANC, réalisés de 2012 à 2021 sur 80 logements recensés :
 - 32 logements ne disposent pas d'installation ;
 - 2 logements ont été classés inhabitables ;
 - 33 logements ont une installation non conforme ;
 - 13 ont un assainissement conforme ;
- par délibération du 03 juin 2022 du conseil municipal, la commune, qui compte 143 habitants et dont la population est stable depuis 2015, a fait le choix **d'un assainissement mixte (collectif et non collectif) sur l'ensemble de son territoire**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios (collectif et non collectif) ;
- le zonage révisé propose :
 - un assainissement collectif pour les secteurs suivants qui correspondent aux dents creuses : Place de la Mairie et du Turlan ; rue de la Tourlette ; rue du Pré des

Messes ; les secteurs : rue de la Fontaine ; les deux premières habitations de la rue de l'école, et 2 habitations Chemin de la Vigne sont également en mode collectif. Le mode d'assainissement collectif proposé est de type séparatif. Les effluents recueillis seront acheminés pour traitement à la station d'épuration de Margut d'une capacité finale de 1900 équivalents-habitants (EH). Cette STEU est conforme en équipement et en performance selon le portail d'information sur l'assainissement communal du Ministère de la Transition écologique² ;

- un assainissement non collectif pour :
 - les secteurs suivants : Lieu-dit « Filature » (1 habitation est classée comme conforme et 1 habitation sans ouvrage d'assainissement) ; Lieu-dit « Nauge » (ce secteur n'a pas fait l'objet d'un contrôle du SPANC) ; Lieu-dit « La louvière » (6 habitations non conformes) ;
 - les habitations situées en périphérie du village ;
- les espaces naturels (APB et ZNIEFF) ne sont pas impactés par le zonage d'assainissement ;
- concernant les masses d'eau :
 - le ruisseau de la Marche a un bon état écologique et un mauvais état chimique ;
 - la masse d'eau des Alluvions de la Meuse, de la Chiers et de la Bar est en bon état ;
 - la masse d'eau des Calcaires du Dogger des cotes de Meuse ardennaises est en mauvais état ;
 - la masse d'eau des argiles du Lias des Ardennes est en mauvais état ;
 - la masse d'eau des Grès du Trias inférieur d'Hettange Luxembourg est en bon état ;
- les zones inondables relevées sont :
 - la zone inondable située de part et d'autre de la Marche, en bordure de la zone habitée ;
 - la zone inondable située au sein du bourg (inondation de la rue Principale) ;
- une partie de la commune est située au sein du périmètre éloigné du captage d'eau potable de la commune de Margut défini par l'arrêté préfectoral n°2010/201, dont les prescriptions doivent être respectées ;
- après réalisation de sondages pédologiques et en tenant compte des contraintes surfaciques et/ou pédologiques, les filières d'assainissement non collectif préconisées sont de type micro-station agréée ou de type filtre compact .

Recommandant de :

- ***réaliser des études pédologiques permettant de valider le dispositif d'assainissement non collectif choisi pour chaque parcelle ;***
- ***évaluer l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes ;***
- ***prendre en compte le risque d'inondation dans les choix des techniques retenues pour l'assainissement non collectif ;***
- ***vérifier et prioriser la mise aux normes des filières d'assainissement non collectif situées au sein du périmètre de protection éloignée (PPE) du captage d'eau ;***

2 <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

- **déconnecter les raccordements d'eaux usées qui existent dans le réseau strictement pluvial et mettre en place soit un raccordement au réseau des eaux usées, soit un assainissement autonome conforme à la réglementation ;**

Rappelant que, en cas d'impact avéré des dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la la commune de Moiry, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, la révision du zonage d'assainissement de la commune de Moiry n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement de la commune de Moiry (08) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 15 septembre 2022

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

RECOURS GRACIEUX

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001
67050 STRASBOURG CEDEX**

mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.